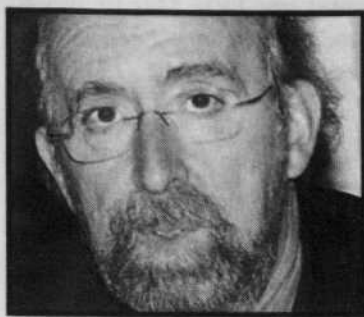


LE DEVOIR

Altermondialisation

DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT



Gérald Larose

Président du Groupe d'économie solidaire du Québec, il professe l'autre discours, celui de la participation: «La mondialisation en soi n'est pas un problème. C'est le type de mondialisation néolibérale qui est une catastrophe qu'il nous faut combattre. Car la mondialisation en tant que telle, c'est une occasion de solidarité.»

Page 3



Porto Alegre

La première expérience d'une politique de budget participatif au Brésil a été réalisée dans cette ville en 1989. Depuis, la formule mise de l'avant par le Parti des travailleurs a été exportée à plus d'une centaine de villes brésiliennes.

Page 5



SERGIO MORAES REUTERS

Opération solidarité

Ils sont en petit nombre à Montréal. Ils sont Togolais. Chaque semaine, ils contribuent, par des retenues sur de maigres salaires, à un effort de reconstruction de leur pays d'origine. Ils sont inscrits à la DIASTODE, cet organisme qui vise autant à améliorer des conditions socio-culturelles de ce pays qu'à soutenir l'opposition montante au régime politique en place. Au bout d'une année d'efforts, les sommes en jeu se calculent à coup sûr par une simple opération comptable. Toutefois, combinés à d'autres initiatives de même nature (on dénombrerait ainsi en France seulement plus de 500 actions similaires), ces gestes contribuent à établir une solidarité nouvelle, par l'implication des simples citoyens dans un effort pour contrer le déséquilibre qui existe entre les pays développés et les autres, ceux à la traîne des grands ordres mondiaux, qu'ils soient économiques ou politiques.

Mais, pour qui vit là-bas, il est certain que ces maigres dollars représentent beaucoup. S'il en fallait une preuve, elle était donnée cette semaine dans une nouvelle d'un bulletin de la radio canadienne qui nous disait que pour une année de travail, soit la production d'une tonne de maïs, un paysan mexicain allait recevoir pour tout profit un simple 15 \$! Il faut savoir que les lois qui régissent le commerce mondial, en ces temps de mondialisation, sont cruelles pour les petits producteurs, pour ceux qui ne peuvent avoir accès à de grandes surfaces de plantation nourries par divers engrais et autres OGM: on sait ainsi que sur le marché haïtien, le riz local se vend à un prix supérieur à celui de l'importation, cette importation qui per-

met d'écouler les surplus de la production texane.

Alternatives

Ces Togolais n'ouvrent toutefois pas en vase clos. Ainsi, dans une dizaine de jours, à Gatineau, le 25 septembre prochain, un atelier fera écho à leur effort, comme il témoignera d'initiatives similaires, qu'elles soient maliennes, québécoises ou péruviennes. Car dans le cadre d'une conférence internationale, ouverte la veille, des acteurs de terrain, comme des universitaires ou des professionnels en développement international, seront rassemblés pour débattre d'un développement durable possible malgré les ravages causés par les tenants de la nouvelle économie néolibérale.

L'avenir des pays du Sud passe donc par une prise de conscience des citoyens du Nord

Sous un thème rassembleur, «Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives?», ils seront venus d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, à l'invitation de la Chaire de recherches du Canada en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais, poursuivre avec des intervenants d'ici une réflexion initiée à la Rencontre internationale de Québec 2001 et qui devrait conclure sa réflexion à Dakar, en 2005.

Ces débats ne sont pas isolés: les plus célèbres d'entre eux ont maintenant un écho mondial. Avec les années, le Forum mondial de Porto Alegre a ainsi supplanté, dans le monde de l'information, le Sommet de Davos. Les tenants de l'économie politique ont ainsi réussi à renverser la vapeur, en démontrant que les rêves d'une société meilleure promue par les économistes des banques mondiales et autres organisations de commerce tenaient plus

du mirage et d'une recherche de profits que d'une volonté d'assurer le bien commun (il faut ainsi comprendre les difficultés rencontrées présentement à Cancun dans l'établissement de règles qui garantiraient un commerce, en apparence à tout le moins, équitable).

Prise de conscience

Toutefois, rien n'est acquis. Les groupes de pression du Nord sont actifs et les subsides gouvernementaux envers les producteurs sont nombreux pour garantir des prix «compétitifs»: un fermier de l'Iowa reçoit ainsi plus de 100 000 \$ annuellement de l'État américain pour soutenir sa production. En fait, les subsides gouvernementaux attribués par les nations riches à leurs fermiers dépassent annuellement les 400 milliards de dollars, soit plus que le produit national brut de tous les pays des régions subsahariennes.

L'avenir des pays du Sud passe donc par une prise de conscience des citoyens du Nord: il est impossible d'améliorer le sort commun tout en conservant les énormes avantages garantis aux plus riches de la place, à des individus ou à des corporations, par le présent déséquilibre mondial. Il est par contre possible de mettre de l'avant la richesse de quelques-uns, quitte à mener, à l'occasion, des actions militaires contraires aux discours humanitaires qui sont à la base de toute démocratie.

Dans un monde solidaire, la parole aura toutefois toujours la priorité quand il est question de mettre en place une véritable mondialisation, celle qui prend en compte l'intérêt de tous... et de l'autre, du Nord, comme du Sud.

Normand Thériault

Nord et Sud

Gouvernance mondiale
Gouvernements locaux
Rencontre de Gatineau
Page 3
Page 2

Nouvelle économie

Mali
Togo
Page 4

Entraide

Pérou
Page 5

ALTERMONDIALISATION

Gouvernements locaux

Penser mondialement et agir localement

Des villes québécoises exportent leur expertise au Sud

Le mandat du pouvoir local a évolué. Il ne s'agit plus seulement d'assurer le maintien de la qualité de vie des citoyens, de la pérennité des ressources disponibles et d'une gestion locale démocratique. On veut aussi prévenir les conséquences souvent malheureuses de la politique des pouvoirs centraux et des leaders de la mondialisation.

JACQUES JOBIN

Subir ou agir, telles sont les deux options qui se présentent au gouvernement local face à la mondialisation en cours. Mais le monde municipal a fait son choix. Il entend occuper sa place au sein de la gouvernance mondiale. Les paliers de décision qui tendent à influencer se multiplient: Organisation des États américains, G8, Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale, Fonds monétaire international et autres. En outre, le contexte, qui s'incarne dans les problèmes environnementaux, le terrorisme, la progression du SIDA et d'innombrables crises, rend le scénario encore plus complexe. Une action efficace de la part des municipalités s'impose, car elles touchent près de 80 % des besoins des citoyens dans leur vie quotidienne. Elles ont donc résolu de décider de pénétrer de plain-pied dans les officines de la gouvernance mondiale.

Les gouvernements locaux disposent d'une expertise qui leur est propre en matière de gestion participative et démocratique. Leur expérience en matière de prestation de services est unique. Ces compétences sont désormais recherchées partout dans le monde, parce qu'on a constaté que leur impact comporte un lien direct avec la stabilité politique, seule garante d'une paix durable.

C'est dans ce cadre que les organisations qui représentent le monde municipal — telle l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux — ont fait une analyse stratégique qui leur a permis de constater que l'expertise des pouvoirs lo-

caux en gestion participative et en distribution des services est un atout majeur et qu'elles doivent elles-mêmes consacrer des ressources de plus en plus importantes à la mise sur pied et au bon fonctionnement des associations nationales qui en sont membres afin d'assurer une formation pertinente aux responsables locaux, qu'ils soient élus ou employés par les municipalités.

Au service des gouvernements locaux

Les associations nationales jouent trois rôles qui sont essentiels à l'amélioration de la gouvernance locale et à l'intégration des pouvoirs locaux au sein de la mondialisation: la représentation des intérêts des municipalités membres auprès des autres institutions publiques ou privées, le lobbying non partisan auprès des autres sphères de gouvernement et, enfin, la formation des membres tant à la gestion démocratique qu'à l'élaboration et au maintien des structures administratives des municipalités, cette dernière se faisant généralement au moyen d'échanges d'expertise. À cette mission viennent maintenant s'ajouter les services d'appui technique aux municipalités membres qui souhaitent développer des programmes internationaux.

La culture politique, dans certains pays, est parfois en contradiction avec les objectifs d'une association nationale de municipalités, comme elle l'est, d'ailleurs, face à la décentralisation des pouvoirs vers les municipalités. Les gouvernements autrefois centralisateurs ont l'impression de se créer eux-mêmes une nouvelle opposition,

alors que les maires, ancrés dans leurs habitudes de soumission au pouvoir central, hésitent à se prévaloir des pouvoirs qui leur sont pourtant indispensables. Les associations nationales ont donc souvent besoin d'être accompagnées dans leurs efforts pour jouer pleinement leur rôle de représentation, de défenses des intérêts et de formation des membres. Elles doivent aussi apprendre à composer avec les bailleurs de fonds sans compromettre leur mandat face à leurs membres.

Le Sud et le Nord

À nos yeux de Nord-Américains, les municipalités comme entités et la compétence qu'elles manifestent dans tous leurs champs d'activité semblent aller de soi. Nos élus sont formés par l'histoire, par la pratique et par les échanges qu'ils favorisent. Ils peuvent en outre compter sur les associations de municipalités qui existent sur les plans provincial et fédéral. Ce bagage rend nos municipalités fortement compétitives sur la scène internationale quand vient le temps d'offrir des programmes de formation ou des activités d'accompagnement.

On peut dire la même chose des associations municipales. Par exemple, l'Union des municipalités du Québec a déjà commencé à jouer un rôle important de pionnier dans sa relation avec l'Association chilienne des municipalités, relation qui dure depuis déjà près de dix ans.

Soutenues par le programme international de la Fédération canadienne des municipalités, plusieurs villes québécoises ont aussi fait, avec beaucoup de succès, l'expérience de programmes internationaux. Ici, il faut rappeler tant l'impact considérable qu'ont eu les pompiers de l'ancienne ville de Gatineau sur la qualité des interventions et sur la formation des pompiers du Nicaragua que le rayonnement significatif des activités de partenariats de la ville de Charlesbourg

dans sa relation avec le Chili ou la relation fructueuse de la ville de Montréal avec la ville de Shanghai comme l'engagement concret de la ville de Québec auprès de la ville de Ouagadougou au Burkina Faso.

Bref, un véritable espace mondial s'est développé dans lequel les municipalités canadiennes, et québécoises en particulier, occupent une place de choix et, tout en y trouvant leur compte, peuvent influencer la donne mondiale. Les grandes agences de développement souhaitent et encouragent la présence des municipalités et des villes en coopération internationale, car la pertinence de leur expertise ne fait plus de doute.

Mais plus que cela, on demande aussi aux élus locaux d'animer leurs concitoyens et leurs électeurs dans un monde en mutation dont les caractéristiques propres restent encore largement à définir. Il s'agit là d'une mission extrêmement difficile, mais elle est incontournable. Le monde municipal doit apprendre à penser mondialement tout en continuant à agir localement si nous voulons réussir à atteindre un développement durable.

Un comité consultatif des pouvoirs locaux auprès des Nations unies a été créé en 1999 pour jouer le rôle de courroie de transmission et de moteur du dialogue entre les institutions mondiales et les pouvoirs locaux. Il est composé de quinze maires représentant tous les continents. L'actuel maire de Gatineau, Yves Ducharme, en est membre. Grâce aux associations nationales qui agissent auprès des instances internationales, les pouvoirs locaux ont désormais un pied dans la mondialisation.

Jacques Jobin fut secrétaire général de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (IULA) et agit comme conseiller auprès de l'Association néerlandaise des municipalités.

La nouvelle société civile

Établir la gouvernance mondiale

Un nombre croissant d'acteurs qui n'ont en rien le profil d'institutions, de chefs d'État ou de diplomates internationaux affichent une puissante volonté de participer au développement international. Ils réclament également le droit et les moyens de participer à la gouvernance de notre monde, lequel ne se résume plus à une «communauté internationale», mais comporte aussi une forte part de flux transnationaux qui échappent assez largement au contrôle des États et des organisations intergouvernementales.

NANCY THEDE ET DANIEL TREMBLAY

Une mouvance, appelée «société civile internationale», est en voie de constitution et elle évolue rapidement. Initiée par de grandes organisations non gouvernementales (ONG) basées dans les pays du Nord et axée sur le débat autour des politiques des institutions internationales, elle se diversifie et se complexifie au gré des enjeux de la mondialisation. On assiste depuis peu, en effet, à l'émergence de nouvelles formes d'articulation de cette société civile internationale, portée maintenant par des mouvements sociaux et non plus seulement par des ONG.

Ces nouveaux acteurs de la scène internationale travaillent à la fois sur le plan des politiques internationales et sur celui des pratiques locales (par le biais d'échanges, de réseautages, de stratégies communes). Se définissant comme membres de réseaux Nord-Sud, ils ajoutent une dimension radicalement nouvelle à la société civile internationale. Dépassant un objectif longtempore fixé par des ONG de développement international, ils arrivent à concrétiser l'échange solidaire et égalitaire. Le commerce équitable illustre bien ces nouvelles pratiques qui comportent un aspect de développement international, mais ce n'est pas leur seule raison d'être.

Plusieurs initiatives québécoises et canadiennes s'inscrivent dans cette dynamique. C'est le cas, pour citer un exemple issu de l'économie sociale et solidaire, du GESQ (Groupe d'économie solidaire du Québec), qui a participé à la création du Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), lequel est d'ailleurs soutenu par deux ONG du Québec, le CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale) et l'organisation Développement et Paix. C'est le cas aussi d'autres organisations comme le Carrefour mondial de l'Internet citoyen à Montréal et Telecommunities Canada, en Colombie-Britannique, qui ont contribué à fonder Global CN — Plateforme des réseaux citoyens (www.globalcn.org) — un partenariat de groupes de partout dans le monde travaillant à conjuguer besoins sociaux et nouvelles technologies de l'information et de la communication. Citons aussi les nombreuses organisations regroupées au sein du Réseau québécois sur l'intégra-

tion continentale (RQIC) et de Common Frontiers, tous deux participant à l'Alliance sociale continentale, coalition d'organisations qui veulent s'assurer que le libre-échange fera progresser le niveau de vie et la protection des droits des peuples des Amériques. Les syndicats d'enseignants et d'étudiants ont créé, pour leur part, l'Internationale de l'éducation pour défendre le droit à une école publique de qualité.

Partenaires

Les exemples foisonnent. Dans cette démarche, ces mouvements ont pu mobiliser un appui de la part de certaines institutions de coopération dont Développement international Desjardins, le Fonds de solidarité de la FTQ, la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec, l'Union des producteurs agricoles et de plusieurs ONG regroupées au sein de l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI). Des appuis proviennent aussi d'organismes paragouvernementaux, tels le Centre de recherche en développement international (CRDI) et Droits et Démocratie, et même parfois de l'ACDI. Ces appuis sont appréciables, mais il demeure que l'initiative de la définition des priorités et des rapports à établir est entre les mains de ces nouveaux réseaux internationaux.

Il est impossible de dresser aujourd'hui le bilan de ce mouvement, ou même de décrire avec précision tous les acteurs qu'il mobilise, leurs intérêts, leurs ressources, leurs réalisations, leurs potentialités et leurs limites. Par contre, il est clair qu'il sera de plus en plus difficile pour les États et pour les grandes organisations intergouvernementales d'ignorer les «représentants» de cette «altermondialisation». S'ils n'ont pas, comme les manifestants «antimondialistes», l'art de s'attirer l'attention des médias et s'ils sont loin de disposer des mêmes moyens que les pouvoirs publics, ces «altermondialistes» possèdent en revanche un riche capital de réseaux, de compétences et d'idées dont l'émergence présage un nouveau souffle pour l'avenir de la planète.

Nancy Thede, anthropologue, et Daniel Tremblay, politologue, sont rattachés à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités de l'UQO.

Université du Québec en Outaouais

L'Université, ça change tout le monde!

Dynamique et bien branchée, l'Université du Québec en Outaouais (UQO) assure une présence active dans son milieu où elle contribue au développement social, économique et culturel de sa région.

Sa recherche dans le domaine social a pour objectif de s'intégrer de plain-pied dans l'élaboration de solutions aux nouveaux problèmes sociaux et de devenir un acteur important dans la création de capital social.

De plus, l'UQO s'efforce d'offrir à ses étudiants des éléments de vision internationale à l'intérieur de leur programme de formation ainsi que la possibilité d'acquérir une expérience à l'étranger.

PROGRAMMES D'ÉTUDES OFFERTS DANS DES DOMAINES À CARACTÈRE SOCIAL :

- BACCALURÉAT AVEC MAJEURE EN SOCIOLOGIE ET MINEURE EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
- BACCALURÉAT AVEC MAJEURE EN SOCIOLOGIE ET MINEURE EN DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL
- MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL



Katerine
Étudiante en sciences sociales

Cliquez sur « futurs étudiants »

www.uqo.ca

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

(819) 773-1850 ou 1 800 567-1283, poste 1850
question@uqo.ca

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

La chaire s'intéresse à l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté et de démocratie dans le contexte de la mondialisation.

AXES DE RECHERCHE :

- État et nouvelles formes de régulation politique
- Éthique et politique dans les sociétés pluralistes
- Démocratie et marché dans les Amériques
- Financiarisation et mutations du capitalisme

POUR INFORMATION
(514) 987-3000, poste 3366
www.chaire-mcd.ca



UQAM
Prenez position



Le savoir au service de la solidarité

FORMATION EN COOPÉRATION INTERNATIONALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Du 15 octobre au 12 novembre 2003

Cinq soirées d'étude sur l'histoire de la coopération, ses institutions, ses enjeux et ses pratiques dans le contexte actuel.

Soirée sur la coopération volontaire : le 19 novembre 2003

Pour plus d'information : www.ceci.ca

ALTERMONDIALISATION

Mouvement citoyen international

De l'antimondialisation à l'altermondialisation

« La mondialisation néolibérale est une catastrophe qu'il faut combattre »

Depuis plus d'une décennie, des mouvements contestent ouvertement et vertement le néolibéralisme. Toutefois, de nouveaux types d'opposition prennent forme. Gérald Larose témoigne.

ULYSSE BERGERON

« La mondialisation en soi n'est pas un problème. C'est le type de mondialisation néolibérale qui est une catastrophe qu'il nous faut combattre. Car la mondialisation en tant que telle, c'est une occasion de solidarité. » C'est en ces termes convaincus que Gérald Larose, professeur au département de travail social de l'UQAM, interprète la situation. Toutefois, comme le souligne M. Larose, deux attitudes se développent face au néolibéralisme: « Il y a une résistance à développer par rapport aux politiques dominantes de certaines organisations. C'est à combattre. Et en même temps, il faut proposer des alternatives à la mondialisation actuelle. Les deux vont de pair et sont nécessaires. »

Également président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), une association à but non lucratif œuvrant pour une économie sociale et solidaire, l'ex-syndicaliste qui a tenu la barre de la CSN pendant 16 ans participe activement à l'élaboration de cette « autre mondialisation ». « Il y a des alternatives à ce que nous connaissons actuellement. Elles sont minori-

sées. Les grandes organisations internationales comme l'OMC ou le FMI ne veulent pas les reconnaître. Mais sur le terrain, il se dessine de puissants courants », explique-t-il en citant en exemple le commerce équitable.

Du Nord au Sud... et du Sud au Sud

Gérald Larose participera à la Conférence internationale « Le Sud... et le Nord dans la mondialisation: Quelles alternatives? » qui se déroulera à l'Université du Québec en Outaouais les 24 et 25 septembre prochains. Ce sera l'occasion pour lui, ainsi que pour plusieurs autres spécialistes, de faire le point sur la situation des mouvements altermondialistes.

« Il y a quelque chose de fondamental dans cette conférence, elle met en présence des acteurs sociaux et des chercheurs », souligne le professeur. Il s'agit ainsi de faire le pont entre les connaissances théoriques et ce qui se déroule réellement sur le terrain. Quels sont les défis et les obstacles à surmonter? Quels moyens peuvent être développés afin de réaliser efficacement les alternatives proposées?

Des représentants des pays du Sud et du Nord participeront à cette conférence. « Des équipes basées sur dif-

férents continents seront présentes. La préoccupation est celle des relations Nord-Sud. On veut briser le schéma traditionnel d'une imposition du Nord vers le Sud », avance Gérald Larose. Des conférenciers d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe exposeront leurs réalités et proposeront des alternatives.

Les thèmes abordés au cours de cette conférence sont nombreux. Il sera entre autres question des initiatives innovatrices développées en Afrique de l'Ouest, en Europe et en Amérique du Nord, de la formation de la main-d'œuvre, des mutations du travail, de la contribution des mouvements sociaux et des nouvelles formes de coopération internationale.

Il ne s'agit aucunement de contrer ou de diaboliser la mondialisation, maintient Gérald Larose. Ce n'est pas l'objectif. Il s'agit plutôt de mettre en perspective les moyens qu'il faudrait favoriser afin de réaliser une économie solidaire. Car l'altermondialisation, telle que définie par M. Larose, « a pour projet de solidariser les peuples, les petits travailleurs, les consommateurs sur la base d'un projet commun qui est définitivement plus acceptable pour les humains et pour la nature ».

Les alternatives sur lesquelles porteront les ré-

flexions de la conférence ont toutes un point en commun, elles se situent dans une économie sociale et solidaire; une économie qui est constituée par ceux qui apportent le facteur travail plutôt que par ceux qui soutiennent le facteur capital; une économie qui tient compte des réalités urbaines et rurales; une économie qui s'appuie avant tout sur la société civile.

Réseaux

La conférence se penchera également sur les divers réseaux et activités qui se déroulent dans le secteur. Et force est d'admettre qu'il en existe de plus en plus: le Forum social mondial de Porto Alegre, le Réseau mondial des acteurs du développement local durable, le Réseau « femmes et économie solidaire » et les Rencontres d'économie sociale et solidaire du réseau Lima/Québec/Dakar.

Tous se soucient du maintien de la démocratie, de l'importance des mouvements citoyens, des économies sociale, solidaire et populaire. Tous ont comme but principal de participer à la construction de nouvelles façons de développer la mondialisation et de repenser les paramètres qui encadrent sa concrétisation. « On part du fait qu'il existe dans le Sud des dynamismes et des leviers de développement économique qui ont leurs caractéristiques. Et qui si on veut structurer une collaboration, elle devra se faire sur la base du partenariat, c'est-à-dire en valorisant ce qui existe sur place au lieu d'imposer nos propres schèmes », souligne M. Larose.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Gérald Larose

TÉMOIGNAGE

Un nouveau Nord pour le nouveau Sud

Une autre mondialisation est-elle possible? Du Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil et bientôt en Inde en passant par les premières Rencontres internationales d'économie sociale et solidaire de Lima (1997), de Québec (2001) et prochainement de Dakar (2005), les Rencontres de l'Alliance pour un monde pluriel, responsable et solidaire, les Rencontres du réseau mondial des acteurs du développement local durable, le groupe international « femmes et économie solidaire »,... des réseaux internationaux nouveaux tissent leur toile. Ils s'appuient sur des milliers d'initiatives économiques, au Nord et au Sud, qui refont le monde, localement du moins, en s'inscrivant dans un mouvement plus vaste de la société civile qui se mobilise sur le plan international. En outre, des sociétés (et leurs États) sont en quête d'un développement autre par une économie plurielle et des formes nouvelles de démocratie politique. C'est le cas du Brésil de Lula ou de l'Afrique du Sud de Mandela. « Last but not least », des solidarités internationales innovatrices se font jour.

Alternatives

Un mouvement citoyen international a donc commencé à se faire entendre, mais surtout à s'organiser sur ses propres bases pour animer et construire des alternatives à la mondialisation néolibérale. Au Sud comme au Nord, des alternatives se dessinent.

En ces temps d'incertitudes (de gouvernance mondiale en crise, de « fatigue » de l'aide publique au développement, de catastrophes écologiques appréhendées...) et de guerres au nom, dit-on, de la démocratie et du développement, en ces temps de consensus mous autour de notions comme celles

de « participation », de « société civile », de « démocratie », de « développement », mais aussi de recherche au sein des mouvements sociaux du passage d'une position d'« antimondialisation » à une posture d'« altermondialisation », des contenus nouveaux sont donnés à ces notions d'abord venues des mouvements sociaux mais reprises par les grandes institutions financières internationales.

Aussi, la Grameen Bank n'est-elle qu'une banque pour les pauvres? Non, car elle questionne la banque privée et même les grandes institutions financières coopératives et mutualistes. Elle démontre qu'il est possible de faire de la finance autrement. Havelaar n'est-il qu'un simple label de commerce équitable? Non, car il fournit la démonstration qu'il est possible de commercer autrement à l'échelle internationale. Villa el Salvador au Pérou et Porto Alegre au Brésil ne sont-elles que des municipalités initiatrices d'un nouvel outil de gestion urbaine, les « budgets participatifs »? Non, car en questionnant tout à la fois l'insuffisance de la seule démocratie représentative et le développement économique dominant, elles construisent une démocratie participative locale (à l'échelle de centaines de milliers de résidents) et mettent en œuvre la coproduction de services collectifs avec les associations et entreprises locales.

Ces expériences sont certes très localisées, mais elles ont su, comme des milliers d'autres, telles les cuisines collectives péruviennes ou les regroupements villageois maliens, changer leur milieu immédiat, mais aussi faire bouger le monde en imprimant une autre échelle d'intervention pour brancher ce « local » sur le « global ». Ces expériences ont souvent la faculté d'avoir un inté-

rêt planétaire, parce qu'elles ont en commun d'ouvrir un avenir partageable, que l'on soit du Nord ou du Sud, en mettant en relief de nouveaux modes d'organisation collective, des rapports novateurs au sein des communautés locales, des liens dynamiques entre le « social » et l'« économique » et des ponts inédits entre l'« économique » et le « politique » à travers la construction de nouveaux espaces publics.

Économie collective

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI et de la BM ont ouvert une brèche dans les modèles de développement déjà présents dans les pays du Sud, ce qui a durement secoué les États et les populations qui en ont subi le contrecoup. On a alors assisté à la montée en puissance d'une économie dite informelle. Mais la société civile a réémergé en donnant naissance à des innovations économiques et sociales de création de richesses. Ce faisant, ces innovations auront favorisé la relance de l'économie des espaces délaissés par le développement économique dominant. Moins durement bouleversées mais néanmoins touchées, les sociétés du Nord ont aussi vécu des transformations — crise de l'emploi, crise de la production de services collectifs dans les communautés... — qui ont amené à la remise en question de leur modèle de développement et la sortie de son éclipse de l'économie sociale.

La plupart des pratiques d'économie populaire et de développement des territoires, d'économie sociale et solidaire, de développement local et régional, de démocratie participative... et de « mondialisation par le bas », au Nord comme au Sud, ont donné lieu à de nouveaux thèmes qui favori-

sent la remise en question des anciens contrats sociaux nationaux et aident à modifier les politiques de certaines institutions internationales (BIT, PNUD...) comme réponses à la mondialisation néolibérale. Simultanément, ces thèmes viennent aussi rejoindre ceux portés par des mouvements sociaux internationaux comme ceux de l'annulation de la dette des pays les moins avancés (PMA), de la réforme de l'ONU et surtout des institutions financières internationales, de la lutte pour la taxation des flux financiers, de l'accès à tous aux services de base (accès à l'eau potable, services sociaux et de santé, services d'éducation...).

Acteurs collectifs

Des thèmes socio-économiques adossés à d'autres plus socio-politiques traduisent alors de nouvelles dynamiques d'acteurs collectifs, lesquels s'appuient notamment sur des mouvements associatifs, coopératifs et syndicaux, des ONG, des gouvernements locaux et des associations de producteurs: regroupements villageois, municipalités mettant en œuvre des politiques de décentralisation (« budgets participatifs », « conseils de quartiers... »), finances solidaire, mutuelles d'épargne et de crédit ou mutuelles de santé, nouveaux services de proximité, réseaux locaux d'entrepreneurs (TPE et PME), diasporas devenues agents de développement, nouvelles formes de coopération internationale, plus décentralisée, plus partenariale...

Il est de multiples entrées pour aborder ces questions: par les enjeux internationaux, par des pratiques socio-économiques innovatrices et par différents pays du Sud comme du Nord. La conférence internationale, qui se tiendra à Gatineau les 24 et 25 septembre pro-

chains, permettra de mieux comprendre les nouveaux enjeux et les nouvelles stratégies de développement de ce début de XXI^e siècle qui surgissent à partir d'innovations économiques et sociales issues de communautés locales, de gouvernements locaux ou même d'États en réponse à des problèmes locaux et à cette mondialisation néolibérale, bref à l'impératif de nouvelles régulations par le bas qui se développent en interface avec ces mêmes États.

Avec la dernière décennie, à la suite des développements de nouveaux mouvements socio-économiques et sociopolitiques, il est permis d'affirmer qu'il y a émergence de nouveaux modèles de développement. Dans le Sud, en particulier, c'est par les gouvernements locaux et les partenariats municipalités, associations et ONG que passe la construction d'États démocratiques. C'est par les initia-

tives de l'économie populaire et les mouvements sociaux-économiques comme le commerce équitable que passe le développement. L'État clientéliste branché sur des filières internationales du Nord fait peu à peu tomber ses masques en se voyant obligé de laisser émerger un développement de l'intérieur, des sociétés du Sud.

Abdou Salam Fall
Institut fondamental d'Afrique
noire (IFAN), au Sénégal,
et président du RIPESS

Louis Favreau
Sociologue à la Chaire de
recherche du Canada en
développement des collectivités
de l'UQO

Gérald Larose
Président du Groupe d'économie
solidaire du Québec (GESQ)

UNE AUTRE MONDIALISATION EST POSSIBLE

Une mondialisation qui respecte
la dignité humaine.

Les règles actuelles
du commerce mondial sont
défavorables aux pays et
aux populations les plus pauvres.

Les brevets sur les formes de vie
— notamment les semences —
sont inacceptables. Ils mettent
en péril la sécurité alimentaire
des populations du Sud.

Les règles de l'Organisation mondiale du
commerce (OMC) devraient être modifiées
afin que le brevetage des semences et des
autres formes de vie soit interdit.



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

www.devpo.org

SOLIDAIRES dans le développement...

...Parce que nous croyons à la force de l'engagement, de la solidarité et de la démocratie, et parce que nous reconnaissons l'apport important des entrepreneurs à la santé des collectivités de partout au monde. Dans cette perspective, nous soutenons les initiatives qui contribuent au développement de nos communautés.



Des organisations démocratiques issues de la communauté



CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

www.unesco.ca

Étudier l'existant, prévoir le possible,
définir le souhaitable.

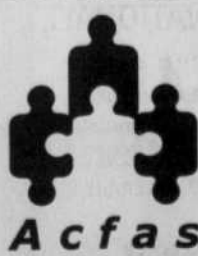
Objectif : réduire l'écart entre ce
qui est et ce qui devrait être.

Telle est la devise du Secteur
des Sciences sociales à l'UNESCO

Pour en savoir plus : www.unesco.org/shs

Célébrons ensemble
LA JOURNÉE DE LA PHILOSOPHIE
DE L'UNESCO
le 20 novembre 2003
Organisez un débat à cette occasion !

C a h i e r s p é c i a l



Les prix de l'A.C.F.A.S.



samedi
27 septembre

Tombée publicitaire
le 19 septembre

LE DEVOIR

ALTERMONDIALISATION

AFRIQUE

Des diasporas engagées

Les Togolais d'ici impliqués dans des projets africains

Les diasporas africaines sont devenues des agents de développement dans leur pays d'origine. La Diaspora togolaise pour la démocratie est un exemple réussi de cette formule implantée au Québec et au Canada. Présentation d'un modèle.

YAO ASSOGBA

Depuis les années 1980, les diasporas africaines, c'est-à-dire les communautés des différents pays de l'Afrique subsaharienne installées en Europe, aux États-Unis, au Canada, dans les Antilles, aux Caraïbes (qui y travaillent, y vivent ou y survivent tant bien que mal), forment des associations qui s'impliquent à titre de partenaires — formels ou informels — dans des projets de développement local dans leurs pays d'origine (région, ville ou village). Ces initiatives s'inscrivent, pour la plupart, dans le mouvement de l'autre mondialisation, c'est-à-dire d'une mondialisation à visage humain qui se veut une alternative au néolibéralisme mondial. Si, avec le temps, les effets pervers de cette mondialisation frappent de plein fouet des populations déjà très défavorisées, les diasporas africaines, elles, ont été appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans les efforts du développement de communautés locales de leur pays d'origine.

Leurs actions sont remarquables dans les activités d'économie sociale où les associations diasporiques prennent des initiatives seules ou en collaboration avec des mouvements associatifs du Nord. C'est le cas de l'engagement volontaire d'émigrants dans des activités de développement économique, social ou culturel de leur localité ou région d'origine: il peut s'agir d'envoi de biens en nature ou de transferts de fonds «institué» (des retenues sur salaire effectuées par les services sociaux de retraite ou des allocations familiales, etc.). Ces apports de la diaspora représentent une source appréciable de soutien au développement des activités de l'économie populaire et de l'économie sociale tels, par exemple, des microfinancements pour le démarrage de coopératives dans divers secteurs...

Nouvelles coopérations

Parfois, les Africains de la diaspora s'organisent, de façon plus collective encore, en associations sans but lucratif pour œuvrer, en partenariat avec les compatriotes demeurés au pays, à la réalisation des projets de développement.

Dans les années 1990, on a assisté à l'émergence de nouvelles formes de coopération, soit l'établissement des partenariats entre les associations des diasporas africaines, les mouvements associatifs et les organisations non gouvernementales (ONG) du pays d'accueil, pour le développement d'activités d'économie sociale et solidaire. L'exemple le plus connu et souvent cité est celui des associations des diasporas de la vallée du

fleuve Sénégal (Mauritanie, Sénégal et Mali). Selon l'Institut Panos, on comptait plus de 500 associations en France à la fin des années 1990.

Ces associations de partenariat et de solidarité internationale ont joué au cours des années et continuent de jouer un rôle non moins important dans le développement local de leur pays. Leurs interventions ont permis de doter des pans entiers de villages et de localités d'infrastructures de base, c'est-à-dire d'écoles, de dispensaires, de centres de santé, de silos de stockage de céréales, d'aménagement de périmètres irrigués, de constitution de banques céréalières, de réseaux d'eau potable et d'assainissement, etc.

Volet canadien

Un courant de ces mouvements associatifs du Nord (notamment des organisations de coopération internationale) développe également des liens de solidarité avec des associations des diasporas pour appuyer la société civile et les partis d'opposition dans leurs luttes pour la démocratie et l'État de droit en Afrique. Au Québec, on peut citer, entre autres, le cas de la Diaspora togolaise pour la démocratie (DIASTODE). En 1991, des Togolais du Québec et du Canada fondent la Communauté togolaise au Canada (CTC) afin de créer un lien social et développer une solidarité qui leur permettent de participer non seulement à la vie socio-économique et culturelle du pays d'accueil, mais également pour appuyer la lutte que mènent les forces démocratiques à l'intérieur de leur pays d'origine contre la dictature d'Étienne Gnassingbé Eyadéma (au pouvoir depuis 1967).

En 1995, la CTC prend l'initiative d'organiser un séminaire international au Québec. La rencontre, à laquelle ont participé les délégués des associations togolaises de la diaspora aux Antilles, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en France, en Suisse, aux États-Unis, au Canada mais aussi en Afrique même (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire...), crée alors une nouvelle organisation. Un collectif formé d'OCI canadiennes (CUSO, CISO, CEG, Alternatives, etc.) et de la Ligue des droits et libertés du Québec l'appuie.

Ce partenariat reçoit même le soutien financier de l'organisation Droits et Démocratie. Les participants aux États généraux des Togolais de l'extérieur tenus en avril dernier à Montréal se sont donné de nouvelles orientations et sont désormais dotés d'une organisation renouvelée sous l'appellation de la Diaspora togolaise pour la démocratie et le développement. En outre, la DIASTODE dispose d'un site Internet produit ici au Québec. Ce site est devenu au fil des ans le principal organe d'expression et d'information des Togolais aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur (<http://www.diaistode.org/>).

Yao Assogba est sociologue au Centre d'étude et de recherche en intervention sociale de l'UQO et président de la DIASTODE.

MALI

Au pays de la « Ben Ba »

Sainte-Élisabeth en Lanaudière participe au développement local africain

Le village de Sanankoroba au Mali est jumelé au village de Sainte-Élisabeth de Lanaudière depuis 1985. Devant le dynamisme et les changements observés chez la population du village de Sanankoroba par la soixantaine de villages de l'arrondissement du même nom, les demandes fusent de toutes parts auprès du comité de jumelage «Benkadi» (Bonne entente) de Sanankoroba; tous les villages de l'arrondissement réclament leur village du Canada.

CLAUDE GILES
ET ADAMA MARIKO

Le hasard, qui n'existe pas et qui, pourtant, fait si bien les choses, veut que le responsable de l'ONG canadienne SUCO (Solidarité, Union et Coopération) au Mali et à des artisans du jumelage entre les deux villages soit un ressortissant de Sainte-Élisabeth. Le Benkadi se saisit de cette opportunité pour demander à l'ONG SUCO d'expérimenter dans d'autres villages la pratique de développement local qui découlait de son jumelage avec Sainte-Élisabeth.

C'est ainsi qu'à partir de 1993, quatre villages de l'arrondissement, accompagnés par SUCO, s'engagèrent sur une nouvelle voie du développement tracée par la population de Sanankoroba, «ce village malien qui stupéfie le monde», titrera *Le Monde diplomatique* dans son édition du 2 août 1996. Le succès de cette expérimentation fut tel qu'en 1998, l'enthousiasme gagna les soixante villages de la circonscription administrative de l'époque. Spontanément ils se retrouvaient chaque premier dimanche du mois sur la place de Sanankoroba dans un forum intervillageois, afin d'échanger sur leurs pratiques et préoccupations de développement.

Il a fallu attendre l'an 2000 pour que ce forum intervillageois, nommé «Ben Ba» (la Grande entente), se structure plus formellement et envisage des actions collectives. Accompagné de l'équipe SUCO, majoritairement constituée de ressortissants de Sanankoroba, et artisans de cette nouvelle démarche de développement, le Ben Ba s'engage alors dans une analyse conjonctive

minutieuse sur les plans organisationnel, politique, communicationnel, social et économique.

Décentralisation oblige

Il faut savoir que le contexte politique du Mali était alors en profonde mutation. En 1992 naissait la troisième république après l'indépendance avec un gouvernement démocratiquement élu par l'ensemble de la population. Le projet politique majeur, et défi ambitieux de ce nouveau gouvernement, consistait à mettre en place les outils et structures pour une décentralisation des pouvoirs administratifs et politiques sur le plan local. Le même *hasard* a voulu qu'en cette année 2000, les 11 000 villages du Mali soient regroupés en quelque 700 communes rurales avec des conseils communaux élus au suffrage universel dans chacune d'elles.

Voilà comment les populations des soixante villages de l'arrondissement de Sanankoroba ont investi unanimement le Ben Ba, en tant qu'organe de la société civile, de la mission de promouvoir le développement économique, social, culturel et environnemental des communes de Sanankoroba, Dialakoroba et Bougoula, en complémentarité avec les élus communaux. Du même souffle, le Ben Ba adoptait la philosophie des comités villageois qui le constituaient, soit de contribuer à la valorisation des ressources du milieu, et au besoin, à faire de l'aide extérieure un appoint au développement de la zone.

Le Ben Ba a mis en place un conseil d'administration composé d'un représentant et d'une représentante de chacun des soixante villages et d'un élu de chacune des

trois communes. Un exécutif constitué de 53 représentants dont 19 femmes et les trois maires des communes a été constitué. À l'instar des comités villageois, le Ben Ba a orienté ses actions prioritairement sur le développement économique. C'est ainsi qu'en avril 2002, 51 villages mobilisèrent un premier capital de développement régional de 12 750 000 FCFA (400 FCFA = 1 \$CAN) à partir d'une contribution de 250 000 FCFA par village. Dans le cadre d'un programme d'appui au développement économique régional du Mali, SUCO, sur financement de l'ACDI (Agence canadienne de développement international), a ajouté 50 000 000 FCFA au capital initial.

Cette somme totale a permis au Ben Ba d'initier de nouvelles actions économiques dans la zone, en soutenant entre autres, la culture du coton. En mai 2003, ce capital de 62 750 000 FCFA a rapporté au Ben Ba un intérêt de 6 275 000 FCFA. Dans cette même année, quatre nouveaux villages adhèrent et contribuent au fonds régional de développement.

Le Ben Ba a également mis en place, au niveau de chaque commune, une structure communale jouant le rôle d'interface, et permettant aux élus et aux populations des villages de se rencontrer et d'échanger sur le devenir de leur commune. À titre d'exemple, le comité de gestion du centre de santé communautaire de Sanankoroba rend compte de sa gestion à la structure communale, qui à son tour alimente les élus, éclairant ainsi ces derniers sur toutes décisions à prendre par rapport au centre de santé.

Pour les populations des soixante villages de l'arrondissement de Sanankoroba, le village demeure aujourd'hui le lieu d'appartenance et d'investissement privilégié à travers les comités villageois pour une véritable prise en charge du processus de développement dans une approche de développement local. Ensemble, au sein du Ben Ba, elles nourrissent l'ambition de faire du citoyen l'auteur et l'acteur principal de son développement en constituant, dans chacune des trois communes, un espace d'expression démocratique permanent soutenant ainsi les élus dans l'exercice de leur mandat et leur permettant de rendre compte de leur gestion des affaires de la commune. Aujourd'hui, une quarantaine d'autres villages et quartiers urbains du Mali sont accompagnés par SUCO dans cette même démarche.

Claude Giles est conseiller en développement des collectivités. Adama Mariko est un coopérant de SUCO au Mali.



Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS)

Né des rencontres internationales de Globalisation de la solidarité: Lima en 1997, Québec en 2001, et prochainement Dakar en 2005, le RIPESS se veut un front de résistance et de construction d'alternatives populaires au néolibéralisme. Le RIPESS se considère comme l'une des dynamiques de globalisation de la solidarité.

Notre mission est de renforcer les échanges intercontinentaux et les différentes façons de penser l'économie sociale solidaire. L'adhésion de réseaux nationaux et continentaux à la démarche est privilégiée de façon à représenter la richesse et la diversité des divers courants de solidarité en économie, dans le respect des diversités culturelles et nationales et du principe d'alternance Sud-Nord.

Une date repère: DAKAR 2005; Un millier d'actrices des mouvements sociaux et d'entrepreneurs populaires, d'experts et de structures d'appui au développement coalisent pour la troisième Rencontre internationale de la Globalisation de la solidarité en Novembre 2005 à Dakar: Finances solidaires, Entrepreneuriat populaire, solidarité internationale, alternative à la privatisation; politiques sociales et création de richesses dans des conditions socialement équitables et humainement épanouissantes.

CONTACT:

B.P 6112, Point E, Boulevard Du Sud, Dakar, Sénégal
TEL: 221-825 8590; 221-571 4096 Fax: 221-825-3238
E-MAIL: dk2005@sentoo.sn
Site Web: www.uqo.ca/ries2001/conference/internationale



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

71, RUE DE RAMESSEY, LOCAL 208
SOREL (QUÉBEC) J3P 3Z1

En tant que partenaire le Groupe d'économie solidaire du Québec vous invite à la Conférence internationale

LE NORD ET LE SUD DANS LA MONDIALISATION, QUELLES ALTERNATIVES?

à l'Université du Québec en Outaouais les 24 et 25 septembre

Cet événement est organisé dans la foulée de la 2^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue à Québec en octobre 2001 et en préparation de la 3^e Rencontre qui aura lieu à Dakar en novembre 2005.

Le GESQ vous invite également à son Forum qui aura lieu le 26 septembre à 17h
1899 Ave. Desjardins (coin Ontario) Montréal

Tous les détails disponibles sur le site <http://www.uqo.ca/ries2001/>

ALTERMONDIALISATION DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT

CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com



www.socodv.org

L'intercoopération, une alternative à l'échelle humaine

Depuis 1985, nos coopératives et nos mutuelles membres échangent des connaissances et du savoir-faire avec des entreprises coopératives et associatives du Sud, tissant ainsi des liens durables de solidarité.



Le Département de géographie vous offre:

- Une formation diversifiée et flexible, pour des compétences adaptées à la recherche scientifique et au marché du travail;
- Des programmes sur les enjeux territoriaux et environnementaux aux plans local et international;
- Une équipe de professeurs chevronnés et dévoués, actifs sur plusieurs tribunes;
- Des outils et des technologies de pointe pour l'analyse de l'espace et la gestion des territoires;
- Une formation à l'international;
- Des activités et stages au Canada et à l'étranger.

Pour information
(514) 987-4131
www.geo.uqam.ca

UQAM
Prenez position

ALTERMONDIALISATION

BRÉSIL

Une nouvelle gestion municipale

Porto Alegre importe son modèle de budget participatif à plus d'une centaine de villes

La première expérience d'une politique de budget participatif (BP) au Brésil a été réalisée dans la ville de Porto Alegre en 1989. Le Front populaire en est aujourd'hui à son quatrième mandat consécutif, ayant gagné les élections de 1989, 1993, 1997 et les dernières, en 2001.

ROSINHA MACHADO CARRION

Coordonné par le pouvoir exécutif municipal, et ayant pour but d'assurer un développement qui veut concilier objectifs économiques et objectifs sociaux, la politique de budget participatif peut être décrite comme étant un outil de gouvernance démocratique appuyé sur la combinaison de deux types de participation de la communauté locale: une participation directe exercée par la tenue d'assemblées publiques de quartier (il y en a 16) et une participation indirecte réalisée à partir de forums de délégués et un conseil des citoyens. Au fur et à mesure que les débats politiques se déplacent, par cette politique, vers le plan local, c'est le clientélisme des pratiques politiques traditionnelles, celui qui transforme les droits en don et dont la contrepartie est la soumission, qui s'en est trouvé questionné.

Reconnue par l'ONU parmi les 40 meilleures pratiques de gestion urbaine au monde, la politique de budget participatif peut être décrite comme un processus de gestion publique où la population participe directement aux différentes phases d'élaboration et d'exécution du budget de la municipalité, notamment en matière de priorités d'allocation des ressources d'investissement public dans l'ensemble des quartiers de la ville.

Un «conseil» aux 40 000 membres

Une des caractéristiques majeures de ce processus démocratique de gestion sociale et économique de la ville, c'est qu'il prévoit des mécanismes de surveillance par la population des travaux et des services réalisés par la mairie. Quelque 40 000 citoyens, résidents des 16 arrondissements de la ville, y participent activement.

L'expérience de Porto Alegre nous permet de signaler quatre principales phases de réalisation de cette nouvelle dynamique de régulation économique et sociale à l'échelle d'une grande agglomération urbaine comparable à Montréal. Par exemple, la première phase qui commence en 1989 est caractérisée par une profonde frustration liée au manque de ressources financières par rapport aux demandes sociales exprimées. Mais, dans un deuxième temps (1990-1991), une réforme définissant, entre autres, l'origine des ressources pour faire face aux demandes populaires de même que la création d'une structure de soutien administratif à son implantation a permis d'engager le processus. En 1993-1994, une troisième phase s'ouvre avec l'introduction du processus d'identification de priorités thématiques (éducation, santé, développement local, habitat), de même que la reconnaissance, par les autorités locales, d'un Conseil de budget participatif en tant qu'instance suprême de représentation populaire. C'est pendant cette période que cette politique a commencé à être reconnue par les mouvements so-



SERGIO MORAES REUTERS
Le 3^e Forum social de Porto Alegre, en janvier dernier.

ciaux en tant qu'instance légitime de participation populaire. Une dernière phase qui s'étend de 1993 à 1996 sera l'obtention des forums de délégués (un pour chaque quartier de la ville et un pour chaque priorité thématique).

Il faut pourtant reconnaître que la période de construction date du début des années 90. Le succès de cette politique a trait au système de partage de responsabilités qu'elle instaure entre l'exécutif municipal et les habitants les plus pauvres de la ville qui ne bénéficiaient aucunement de l'ancienne politique municipale. En outre, elle réduit les possibilités de corruption qui sont au cœur de la plupart des traditions politiques de l'Amérique latine, parce qu'elle permet l'engagement progressif des citoyens, au sens d'une «citoyenneté active», c'est-à-dire une participation consciente et responsable par une action collective organisée autour d'une politique municipale décentralisée. De la mairie est évidemment exigée une grande transparence en ce qui a trait à la diffusion des informations financières et budgétaires et de toute autre information qui traditionnellement est du seul ressort de la machine administrative et des politiciens.

Embûches

Mais cette politique, malgré ses succès inestimables, a aussi plusieurs fragilités, parmi lesquelles il y a le fait qu'elle ne compte pas encore de statut juridique propre. C'est donc dire que cela dépend en grande partie de la volonté politique du pouvoir exécutif municipal, et plus particulièrement du groupe d'appartenance politique du maire. L'autre risque pour la continuité du BP concerne la résistance d'une partie significative des élus locaux à la Chambre municipale, car cela réduit sensiblement leur pouvoir discrétionnaire.

Puis, persiste l'enjeu associé à une meilleure représentativité de la population. Au fur et à mesure que les demandes retenues par le BP sont celles de groupes sociaux plus défavorisés, le pouvoir d'attraction de la classe moyenne fai-

blit, car elle a moins de pouvoir de pression sur les élus locaux. C'est pour faire face à cet enjeu qu'a été introduite en 2001 la possibilité de présenter des propositions de priorités thématiques et de hiérarchisation des travaux et des services de la municipalité par l'intermédiaire de l'Internet. Et pourtant, il reste un autre enjeu: l'inclusion de plus exclus de tous, les sans-logis. Car la structure du BP s'est construite sur la participation de la société civile organisée et pour participer, il faut compter sur un minimum d'organisation. Ce qui n'est généralement pas le cas de ces groupes sociaux.

Reste que la plupart des habitants de Porto Alegre récoltent présentement les fruits de cette participation citoyenne. En effet, 99 % des résidents sont maintenant raccordés au réseau d'eau courante et 79 % des ménages bénéficient de la collecte des ordures ménagères. Cette idée de la participation citoyenne fait son chemin. Des stratégies similaires ont été mises en œuvre dans tout l'État de Rio de Sul (également sous gouverne du PT). Étant donné le succès remporté par le budget participatif, personne n'hésite maintenant à qualifier Porto Alegre de «laboratoire social».

De Porto à Belo

Les multiples défis de cette politique n'ont pourtant pas empêché l'implantation de celle-ci dans plus d'une centaine de villes brésiliennes, très différentes les unes des autres, et autant au nord qu'au sud du pays: dans une ville de tradition agro-industrielle comme Porto Alegre, mais aussi à Belém dans la région Nord, à Santo André, une région plus industrialisée du pays, à Aracaju, une ville particulièrement pauvre, à Blumenau, colonisée par des immigrants allemands et assez riche, ainsi qu'à Belo Horizonte, capitale de la province de Minas Gerais où, à côté de modernes usines d'automobiles, vit une des populations les plus pauvres du pays.

Toutes ces villes ont en commun la mise en œuvre du système BP de participation populaire qui est principalement (mais pas exclusivement) associée à la dynamique politique initiée par le Parti de travailleurs (PT), le parti de Lula, cet ancien leader syndical élu en 2002 par une majorité absolue du vote national à la présidence de ce pays de dimension continentale pour un mandat de quatre ans (180 millions d'habitants). La confiance de la population, dont plus de 50 % travaille dans le secteur dit informel, dépend du succès de son programme de lutte contre la pauvreté et la faim et du frein que ce gouvernement saura donner à la récession économique actuelle.

Chose certaine, cette politique de BP fait des petits. En septembre 2000, Villa El Salvador, autre municipalité pas comme les autres en banlieue de Lima au Pérou, organisait une importante rencontre internationale sur les budgets participatifs avec des représentants de dizaines de municipalités de plusieurs pays de la partie sud du sous-continent (Brésil, Équateur, Pérou, Uruguay...).

Rosinha Machado Carrion est une sociologue de l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul/Brésil

PÉROU

Le mouvement des femmes en action

Les 15 000 cuisines collectives de la solidarité

Les cuisines collectives sont des organisations d'entraide entre femmes qui se réunissent pour faire la popote pour elles, leurs familles et la communauté locale. Au Pérou, elles regroupent de 20 à 35 femmes et fonctionnent souvent jusqu'à six jours par semaine. Quelque 120 à 150 portions par jour y sont préparées. Réparties à travers le pays, ces cuisines collectives sont au nombre de plus de 15 000.

LUCIE FRÉCHETTE ET HUMBERTO ORTIZ

Dans plusieurs pays du Sud, des groupes de femmes s'organisent collectivement pour assurer la survie de leurs familles. Sécurité alimentaire oblige. Mais transformer l'effort pour la survie en dynamique de développement des communautés est le défi relevé avec succès par plusieurs de ces organisations au Pérou et ailleurs en Amérique latine. Les «comedores populares» (ou cuisines collectives) participent de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler au Sud, une économie solidaire et, au Nord, une nouvelle économie sociale.

Les cuisines ne sont pas que des lieux assurant une meilleure alimentation des familles économiquement en difficulté. Elles s'avèrent des lieux d'apprentissage dans le domaine de la santé, de l'éducation familiale, de la gestion du budget familial, de la gestion entrepreneuriale (réseau de boulangeries, par exemple), etc. Milieux de formation à la vie démocratique, les femmes y participent à des comités de gestion et des comités animant les activités de l'organisation. On y fait l'apprentissage de la vie en groupe et de la gestion des conflits. Les cuisines ont des retombées de l'ordre de l'acquisition des compétences chez les femmes et des retombées économiques sur le budget des familles.

Aujourd'hui, après deux décennies, on reconnaît que les cuisines collectives ont contribué, au Pérou, à la transformation de la condition des femmes, stimulé la solidarité entre elles et favorisé leur «empowerment» en fédérant leurs organisations à l'échelle des principales régions du pays et en assurant une présence politique organisée dans une société civile en plein développement. Elles ont sorti les problèmes de la faim et de la pauvreté de la sphère privée et ont permis aux familles de s'organiser pour développer des stratégies de lutte contre l'exclusion et de développement local, notamment par l'obtention d'une loi d'appui (la loi 25307) au travail des organisations sociales de base (OSB) en matière de sécurité alimentaire et pour la démocratisation du programme national d'aide alimentaire (PRONAA).

Organisations alimentaires populaires

Avec le temps et le soutien d'ONG, un certain nombre de ces cuisines collectives ont élargi leur activité économique. Ce qui a alors donné naissance à de véritables entreprises de quartier et à des services de proximité fort divers. Des cuisines servent des repas qu'elles vendent dans leur milieu immédiat. Mais d'autres vont aller jusqu'à ouvrir des boulangeries, pendant que d'autres gèrent des centres d'approvisionnement



SOURCE UQO
Au Pérou, des groupes de femmes s'organisent collectivement pour assurer la survie de leurs familles.

ment en denrées alimentaires en mettant à profit l'achat en groupe.

Elles deviennent de réelles entreprises d'économie solidaire avec une rentabilité sociale doublée d'une viabilité économique réelle. Dans plusieurs bidonvilles, des groupes de cuisines démarrent des centres d'entreposage d'aliments non périssables. Des cuisines s'organisent au sein de programmes d'achat de groupe et de distribution en gros. Les économies réalisées profitent aux cuisines, aux familles et aux économies locales tant en milieu rural qu'en milieu urbain. De plus, plusieurs femmes engagées dans les cuisines collectives participent depuis quelques années à la mise sur pied de «bancos comunales» qui sont de petites organisations de microcrédit.

Tel est le cas dans le quartier El Agustino à Lima. Le mouvement des femmes, conscients du potentiel que recèlent des organisations comme les cuisines collectives, travaille à leur mise en réseau. Plusieurs groupes de cuisines collectives sont aussi devenus des lieux d'éducation sociopolitique. Les femmes se dotent d'habiletés à s'exprimer publiquement et à s'organiser collectivement pour défendre leurs droits et ceux de leurs familles, notamment en matière de violence familiale. Elles y ont pris conscience du pouvoir politique qu'elles constituent dans le pays. Les histoires à succès de nombreuses cuisines collectives ont réussi à contrer la résistance masculine quant à la participation active des femmes à la vie publique ou communautaire. Grâce à des regroupements fédératifs, ces organisations ont pu s'inscrire dans des réseaux d'influence publics et communautaires. Le cas du Pérou est exemplaire. Une initiative du Sud qui inspire le Nord comme le confirme l'expérience au Québec de plusieurs centaines de cuisines dont un bon nombre font partie du Regroupement des cuisines collectives.

Lucie Fréchette est une psychologue du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale de l'UQO et Humberto Ortiz, économiste, est membre du Groupe d'économie solidaire du Pérou.

enseigner

une affaire de coeur

PARCE QUE L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE

Nous, enseignants et enseignantes de la FAC, considérons que, pour défendre le droit à un enseignement gratuit pour toutes et tous et pour lutter contre le mouvement qui cherche à réduire l'éducation à un produit de consommation courante, et les élèves au rôle de consommateurs, il est plus que jamais essentiel de développer la solidarité internationale.*

* Extrait du manifeste disponible sur notre site : www.lafac.qc.ca

www.puq.quebec.ca

Reconversion économique et développement territorial



Sous la direction de Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque
380 pages
45 \$

Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale



Louis Favreau et Lucie Fréchette
284 pages
27 \$

www.puq.quebec.ca

Le tourisme international vu du Sud
Essai sur la problématique du tourisme dans les pays en développement



Mimoun Hillali
250 pages, 35 \$

Réduction de la fracture numérique en tourisme
Le rôle des grandes organisations internationales



François Bédard et Boualem Kadri
168 pages, 39 \$



Conférence Internationale
24 et 25 septembre 2003

Université du Québec en Outaouais

Le SUD... et le NORD dans la mondialisation
Quelles alternatives?

Au SUD comme au NORD, des ALTERNATIVES se dessinent en réponse à des besoins locaux et à cette mondialisation néolibérale: Quelles sont-elles? Qu'annoncent-elles pour l'avenir de la planète? Quelle portée ont-elles et peuvent-elles avoir face à la tendance lourde du néolibéralisme? La Conférence Internationale qui réunira des représentants de mouvements et d'institutions de pays d'Afrique, des Amériques et d'Europe est un moment de réflexion et un levier pour mieux comprendre ses nouveaux enjeux et ses nouvelles stratégies de développement de ce début de 21^e siècle.

MERCREDI LE 24 SEPTEMBRE

9 H Ouverture de la Conférence internationale

- Francis Whyte, recteur de l'UQO
- Gérald Larose, président du GESQ
- Louis Favreau, titulaire de la CRDC

**9 H 20 Plénière d'ouverture
Mondialisation, société civile, États, démocratie et développement :
les enjeux actuels au Nord et au Sud.**

Présidence : Gérald Larose (GESQ/CRISES/UQAM)

- Louis Favreau (sociologie, CRDC/CRISES/UQO) et Daniel TREMBLAY (sciences politiques, CRDT/UQO) : Conjoncture internationale, société civile et États, démocratie et développement.
- Benoît Lévesque (sociologie, CRISES/UQAM) : Les enjeux de la démocratie et du développement dans les sociétés du Nord (l'expérience québécoise en Amérique du Nord).
- Juan-Luis Klein (géographie, CRISES/UQAM) : Les enjeux de la démocratie et du développement dans les sociétés du Sud (l'expérience de l'Amérique latine).
- Abdou Salam Fall (sociologie, IFAN, Dakar) : Des succès en développement local dans le processus de démocratisation des modes de gouvernance en Afrique de l'Ouest.

11 H Ateliers thématiques

Atelier I Les nouvelles formes de coopération internationale (Nord-Sud et Sud-Sud) et le développement
Présidence : Nancy Thède (UQO)

- Michel Charette, directeur, CECI : Les nouvelles formes de coopération internationale en émergence au CECI
- Odile Castel, économiste, Université de Rennes, France : Les associations de solidarité internationale dans la coopération Nord-Sud : les risques d'un développement toujours dépendant, oui mais...
- Nancy Neantam, présidente du Chantier de l'économie sociale : Le Chantier de l'économie sociale et la coopération internationale
- Réjean Lantagne, directeur général, SOCODEVI, Québec : Développement endogène, intercoopération, économie sociale et alliance stratégique

Atelier II Mutations du travail au Nord et au Sud et initiatives innovatrices des travailleurs dans les entreprises
Présidence : Martin Robitaille (CRDT/UQO)

- Patrick Develtere, sociologue, Université de Louvain, programme STEP (BIT) : Création d'emploi et protection sociale en Haïti : l'apport de l'économie sociale dans un contexte d'État néant
- Normand Caron, directeur du Fonds Emploi Retraite du Sénégal et ex-conseiller au Fonds de solidarité de la FTQ : Le Fonds de solidarité Emploi/Retraite des travailleurs du Sénégal (FSER) : Une nouvelle institution au service de l'Économie Sociale et de l'Emploi au Sénégal
- François Lamarche, Service de recherche, CSN : La contribution du syndicalisme à l'économie sociale (l'expérience du Québec)
- Danièle Demoustier, économiste, Grenoble : L'économie sociale et solidaire française face aux mutations du travail

14 H Ateliers : des pratiques innovatrices de développement et de solidarité

Atelier I ONG de développement (ONGD) et solidarité internationale
Présidence : René Lachapelle (GESQ)

- André Beaudoin, UPA-DI : Une coopération de paysans à paysans
- Réjean Lantagne, SOCODEVI : Le soutien au développement de coopératives dans les pays du Sud
- Catherine Vaillancourt Laflamme, Alternatives : L'ONG Alternatives et la participation québécoise au Forum social mondial
- Hélène Simard, présidente du Conseil de la coopération du Québec (CCQ) : Les coopératives et la solidarité internationale (l'expérience du CCQ)
- Dame Sall, économiste, président du Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) : L'expérience sénégalaise d'une ONG de développement

Atelier II ONG de développement (ONGD) et solidarité internationale
Présidence : Claude Giles (UPA-DI)

- Sylvie Dunn, coordonnatrice Carrefour Tiers-Monde : Carrefour Tiers-Monde : la passion de la solidarité
- Caroline Whitby, Transfair Canada : L'expérience canadienne de certification en commerce équitable
- Carine Guidicelli, vice-présidente, GESQ : Le parcours d'un regroupement d'organisations sociales engagé dans la solidarité internationale (l'expérience du GESQ)
- Adjé Kpadé, chargé de projet de la Diastode : Diaspora togolaise pour la démocratie et le développement (DIA STODE): une porte sur l'avenir

Atelier III Finances solidaires, épargne et développement
Présidence : Léopold Beaulieu (CIRIEC Canada)

- Anne Gaboury, directrice, Développement international Desjardins : Leadership local en finance communautaire : l'importance des réseaux
- Clément Guimond, Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs (CETTO) : La Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs et le développement communautaire
- Normand Caron, directeur du Fonds Emploi Retraite du Sénégal : La politique de soutien du fonds de développement aux entreprises sénégalaises
- Ibrahim Moussa, Comité national d'économie solidaire, Niger : Épargne et crédit au Niger

Atelier IV Développement des territoires et démocratie
Présidence : Serge Gagnon (CRDT/UQO)

- François Aubin, Économie communautaire de Francheville (ÉCOF) : Participation citoyenne et revitalisation de territoires: De quelle démocratie parlons-nous ?
- Michael Lewis, Réseau canadien de développement économique communautaire : Développement des territoires et démocratie
- Pauline Bouchard et Martin van den Borre, Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) et Coopérative de développement économique communautaire de Gatineau (CDÉC) : un projet de jumelage Gatineau/St-Louis
- Idiatou Bah, CECI, RIPESS : RIPESS et expériences d'Économie Sociale Solidaire (ESS) en Afrique de l'Ouest

17 H Lancement de la synthèse octobre 2001 et des Actes de la 2^e Rencontre internationale d'économie sociale et solidaire; lancement d'ouvrages et de numéros thématiques des revues Économie et Solidarités et Nouvelles Pratiques sociales.

POUR INFORMATION

Marie-Ève Brassard-Duperré
819-595-3900 poste 2002
crdc3@uqo.ca
http://www.uqo.ca/ries2001/conférence/internationale

LIEU : UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TARIF COLLOQUE :
- Admission générale (inclus 2 dîners + pochette du participants) : 60\$
- Gratuit pour les étudiants (dîners non-inclus, pochette du participant disponible au coût de 5\$)
- Forfait étudiant (inclus 2 dîners + pochette du participant) : 25\$

JEUDI LE 25 SEPTEMBRE

9 H Initiatives économiques populaires et développement des territoires : leur contribution au développement

Atelier I : Initiatives économiques populaires et développement des communautés en Amérique latine, en Afrique et dans les pays du Nord
Présidence : Paul Leduc Browne (CRISES/UQO)

- Francine Barbeau, directrice, Plan NAGUA : Initiatives économiques populaires en République Dominicaine
- Rosinha Machado Carrion, sociologue, Université de Porto Alegre/Brazil : Économie populaire et solidaire et lutte contre l'exclusion: le cas du Brésil
- Lucie Fréchette, psychologue communautaire, CÉRIS, UQO : Initiatives communautaires et développement local au Québec
- Jean Baptiste Zett, économiste, Groupe d'étude et de Recherche sur l'Économie des organisations et des institutions, Université de Ougadougou, Burkina Faso: Contribution du secteur informel à une économie urbaine au Burkina-Faso

Atelier II Initiatives économiques populaires et développement des communautés en Amérique latine, en Afrique et dans les pays du Nord
Présidence : Bruno Jean (CRDT/UQAR)

- Yao Assogba, sociologue, CÉRIS/UQO, Togo/Québec : Initiatives populaires et développement local sous une dictature. Le cas du Togo
- Paul Maquet-Makédonski, géographe, École d'architecture de Lima, Pérou : Le profil social des entrepreneurs populaires en milieu urbain au Pérou
- Christian Jetté, sociologue, UQAM: Initiatives communautaires et développement local au Québec
- Cheibane Coulibaly, sociologue, Mali : Mondialisation, Décentralisation et Développement Local : le cas du Mali

Atelier III Initiatives économiques populaires et développement des communautés en Amérique latine, en Afrique et dans les pays du Nord
Présidence : Danielle Lafontaine (CRDT/UQAR)

- Patrick Donovan, sociologue, Université de Temuco, Chili : Expériences innovatrices d'économie populaire, sociale et solidaire au Chili: 1980-2003
- Idiatou Bah, CECI et Youssouf Sanogo, stagiaire, CRDC : Évolution du développement local et de l'économie sociale et solidaire au Mali et en Guinée
- Joël Lebossé, FILACTION : L'expérience québécoise, Filaction
- Jacques Boucher, sociologue, Québec, CRISES/UQO : Mouvements sociaux et développement. L'expérience québécoise

11 H Ateliers sectoriels

Atelier I Services de proximité et développement des communautés
Présidence : Gérard Côté (CECI)

- Lucie Fréchette, psychologue communautaire, CÉRIS, UQO et Nedda Angulo Villarreal, sociologue, GRESP, Pérou: Cuisines collectives et le mouvement des femmes au Pérou
- Martine Roy, Réseau des carrefours jeunesse emploi : Le réseau des Carrefours Jeunesse Emploi
- Nicole Riberdy, Jeunesse du monde : Cirque du Monde
- Abdoul Amidou Sy, directeur de l'ONG ACAPES : ONG et développement local au Sénégal, l'expérience d'ACAPES

Atelier II Gouvernements locaux, démocratie et développement
Présidence : Guy Chiasson (CRDT/UQO)

- Jacques Jobin, Union internationale des villes et pouvoirs locaux : Les stratégies pour promouvoir la gouvernance locale participative
- Sambou Ndiaye, doctorant, sociologie UQAM/CRISES : Jumelage de villes : Saint-Louis (Sénégal) et Lille (France)
- Rosinha Machado Carrion, sociologue, Université de Porto Alegre/Brazil : Porto Alegre et sa politique de budget participatif
- Claude Giles, Conseiller en développement local, Fédération de regroupement villageois au Mali : Une fédération d'associations villageoises ou une " fusion " citoyenne à la malienne

Atelier III Entreprises (économie populaire, sociale ou solidaire) et développement
Présidence : Jacques Lemieux (GESQ)

- Jacques Laroche, Recyclo-Centre : L'Atelier du chômeur du Bas-Richelieu
- Raul Gonzalez, économiste, Professeur Universidad de Humanismo Cristiano, Chili : L'appui à l'économie populaire : l'expérience chilienne
- Ousmane Guéye, doctorant en géographie, IFAN, Sénégal : Les Micro et petites entreprises (MPE) agroalimentaires au Sénégal
- Diakagbé Kaba, Comité national d'économie solidaire, Guinée : Droits économiques des femmes et petites entreprises en Guinée

Atelier IV Nouveaux réseaux internationaux
Présidence : Daniel Tremblay (CRDT/UQO)

- Louis Jollin, administrateur, BITS-Amérique : Le Bureau international du tourisme social. Un tourisme pour tous, durable et solidaire!
- Élisabeth Barot, Commission canadienne de l'UNESCO : Les réseaux internationaux de recherche à l'UNESCO : quelques exemples
- Marie-Claude Ménard, directrice Carrefour québécois de développement local : Rencontres mondiales du développement local (RMDL)
- Paul Maquet-Makédonski, géographe, Université de Lima, Pérou : Alliance pour un monde responsable, solidaire et pluriel

14 H Plénière : La contribution des mouvements sociaux (de la société civile) au développement

Présidence : Louis Favreau (CRDC/UQO)

- Gérald Larose, travail social, CRISES/UQAM, GESQ : les nouveaux réseaux internationaux d'économie sociale et solidaire
- Corinne Gendron, sociologie, UQAM/CRISES, Chaire Économie et Humanisme : les nouveaux mouvements sociaux économiques et le commerce équitable
- Manon Boulianne et Elsa Beaulieu, anthropologie, Laval, CRISES : le mouvement des femmes et le développement local dans les Amériques
- Sambou Ndiaye, doctorant, sociologie UQAM/CRISES : La co-production de villes des municipalités et du mouvement communautaire (Afrique de l'Ouest)

15 H SÉANCE DE CLÔTURE : La 3^e Rencontre internationale Dakar 2005 : objectifs, mobilisation, plan d'action par Abdou Salam Fall (IFAN, RIPESS, Sénégal), Idiatou Bah (CECI/RIPESS/Dakar) et Gérald Larose (travail social, CRISES/UQAM, GESQ)

- Le forum social mondial (FSM) et le RIPESS : un invité spécial Jai Sen du FSM 2004 en Inde
- Discussion en plénière sur le projet de la 3^e rencontre internationale DAKAR 2005.

Activité conjointe du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), initiateur de la Rencontre internationale de Québec (octobre 2001), du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) né dans la foulée de Québec 2001 et Lima 1997 et de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC-UQO).

EN PARTENARIAT AVEC :

